

États-Unis Dans l'Ouest américain, la sécheresse ravive les tensions raciales

9 MIN - LOS ANGELES TIMES (LOS ANGELES)

Dans l'Oregon, la sécheresse persistante de ces derniers mois attise les tensions entre les tribus amérindiennes et les agriculteurs blancs, soutenus par l'extrême droite. Au cœur des disputes : les restrictions d'eau imposées par l'État fédéral pour sauver des espèces protégées de poissons.

Les Amérindiens qui vivent depuis des milliers d'années à Klamath Falls, dans l'Ouest américain, racontent qu'un serpent géant les menaçait autrefois depuis les hauteurs arides qui surplombent le lac Klamath supérieur, dans le sud de l'Oregon, près de la frontière avec la Californie. Cette créature descendait subrepticement des rochers pour chasser les humains jusqu'au jour où le Créateur, G'mok'am'c, l'a éliminée au moyen d'une lame en obsidienne. Il a jeté les morceaux du serpent dans le lac, où ils se sont transformés en *c'waam*, un poisson d'eau douce qui vit jusqu'à 50 ans et qui est devenu l'âme écologique et religieuse des tribus. G'mok'am'c a fait savoir aux populations que leur destin était indissociable de celui du poisson – s'il périt, ils subiront le même sort.

Crise de l'eau et relations raciales sont liés

Depuis des décennies dans cette région, une ressource rare – l'eau – provoque un conflit terrible entre les autochtones et les descendants des colons. Le bassin du fleuve Klamath est aujourd'hui en proie à [de graves sécheresses](#), comme l'essentiel de l'Ouest américain. [À la mi-juillet, [un immense incendie s'est déclaré dans la région.](#)]

Les agriculteurs à la tête d'exploitations familiales disent souvent que le conflit les oppose à l'administration fédérale, qui impose la protection du poisson, menacé en raison de la dégradation progressive de son habitat. Mais, selon des Amérindiens, ce point de vue néglige une vérité plus amère. Cette façon de voir les choses dissimule les véritables enjeux que sont les relations raciales, la justice et les traumatismes intergénérationnels d'un peuple qui a subi des massacres, l'enlèvement de ses enfants et le vol de ses terres – mais qui a préservé sa culture sacrée. *“Notre crise de l'eau perdure notamment à cause du racisme. Et le racisme qui vise les tribus perdure en partie à cause de notre crise de l'eau*, explique Joey Gentry, militante amérindienne qui est rentrée dans la région en 2018 après avoir vécu à Portland. *Je crains de subir des représailles en raison de mes prises de position. Je ne suis pas sereine dans certains quartiers de la ville, au contact de certaines catégories de personnes.”*

Cette année, le conflit s'envenime d'autant plus qu'un groupe de militants d'extrême droite menace de prendre le contrôle des vannes déterminant la quantité d'eau qui irriguera les champs. Le lac, dont le pourtour fait environ 150 kilomètres, est peu alimenté par la fonte des neiges en amont et sa profondeur est suffisamment faible à certains endroits pour qu'on le traverse à pied. À la fin de l'été, comme les années précédentes, l'eau risque d'être trop chaude et toxique pour le *c'waam* et une autre espèce protégée, le *koptu*. Pour lutter contre la disparition de ces poissons, les autorités fédérales ont interdit qu'une seule goutte d'eau soit acheminée du lac vers les exploitations agricoles, mais elles autorisent périodiquement que des volumes considérables d'eau servent à aider en aval une autre espèce protégée, le saumon. Les Amérindiens n'ont pas le contrôle de l'approvisionnement en eau, mais ils ont des droits juridiques en vertu d'un traité [datant de 1864] qui leur garantit de pouvoir chasser, cultiver et pêcher sur leurs terres ancestrales. Ils signalent depuis longtemps que la mauvaise santé du lac décime les poissons, ce qui est contraire aux droits qui leur sont accordés par l'État fédéral. Privées d'irrigation, les exploitations agricoles se meurent et entraînent dans leur chute des villes telles que Keno, Tulelake et Dairy. Des jeunes qui auraient autrefois pris la relève cherchent à partir. Les héritiers d'exploitations qui ont un statut de propriété familiale protégée depuis des générations sont furieux et inquiets.

Depuis la dernière grande restriction d'eau, en 2001, le réchauffement climatique a exacerbé les difficultés et poussé la région à bout. *“Il y a tout simplement trop de gens et il n'y a pas assez d'eau pour tout le monde”*, résume Don Gentry, président des tribus de Klamath. Les chefs tribaux dissuadent depuis longtemps ceux qui sont tentés de dénoncer des actes de discrimination, de peur d'aggraver la situation. Ils soulignent que l'animosité à leur égard s'est amplifiée à mesure que des tribunaux fédéraux ont réitéré leurs droits relatifs à l'eau. *Quand les agriculteurs ont été privés d'accès à l'eau pendant la sécheresse de 2001, la situation était si tendue que Don Gentry évitait de se rendre dans la ville de Klamath Falls depuis Chiloquin, une zone rurale à 15 kilomètres au nord où vivent de nombreux Amérindiens. À cette période, quelqu'un a craché sur l'un des chefs tribaux, et quand des Amérindiens allaient au*

restaurant, on refusait parfois de leur servir à boire. Certains habitants affichaient sur leur pare-chocs un autocollant montrant un poisson visé par un jet d'urine, accompagné de la légende : *"La voilà ton eau, sale poisson."* Un groupe d'hommes a aussi traversé Chiloquin en multipliant les tirs d'armes à feu.

Ces derniers temps, Don Gentry voit bien que cette tendance revient. Au printemps, un homme armé s'est arrêté au niveau de la voiture de son petit-fils et l'a menacé. Mais les jeunes Amérindiens sont désormais portés par la dynamique du mouvement [antiraciste] [Black Lives Matter](#), qui les pousse à défendre des priorités de leurs tribus. S'il était autrefois tabou d'exprimer publiquement des doléances sur les sujets raciaux, l'Amérindienne Charlie Wright a mené au printemps 2021 l'une des plus grandes mobilisations publiques en faveur de son peuple depuis plusieurs décennies. C'était sa première incursion dans le milieu du militantisme. Elle explique que la mort de George Floyd [tué par un policier blanc en intervention, le 25 mai 2020] et les mobilisations citoyennes qui en ont découlé ont des répercussions jusqu'à Klamath.

Charlie Wright comme Joey Gentry veillent à préciser qu'elles parlent en leur nom uniquement et qu'elles ne s'expriment pas pour leurs tribus, ce que seuls les chefs peuvent faire. Les chefs tribaux sont quant à eux conscients de l'irritation qui grandit au sein de leur communauté et affirment qu'ils soutiennent les initiatives de la jeunesse. Ils voient aussi les effets d'avoir un gouvernement fédéral qui les soutient. Le président américain [Joe Biden a nommé \[l'ancienne députée du Nouveau-Mexique\] Deb Haaland au poste de ministre de l'Intérieur](#) [qui gère et préserve les terres et ressources fédérales]. Elle est la première Amérindienne à occuper ce poste. Elle a récemment approuvé le retrait d'un barrage dans la région de Klamath et souligné que ce projet permettrait de *"mettre en œuvre une justice environnementale"* et de *"respecter les responsabilités fiduciaires et relatives aux traités de l'État fédéral"*.

Des engagements que la nature ne peut pas tenir

Le lac Klamath supérieur alimente un vaste réseau de canaux construits sous l'égide de l'État fédéral et qui irriguent des champs de luzerne, d'oignons, de menthe et de pommes de terre, entre autres. Ce sont des terres qui avaient été distribuées par le gouvernement américain à d'anciens combattants après la Première Guerre mondiale. Cette zone est appelée le "Projet Klamath" et se compose en majorité de parcelles rectangulaires assez grandes pour nourrir une famille. Chaque année, à l'extrémité sud de l'étendue d'eau, une grue ouvre six gigantesques écluses en béton, permettant à l'eau de s'engouffrer dans le complexe réseau d'irrigation. Ces voies d'eau traversent des refuges pour la faune – notamment des pélicans et des aigrettes, autrefois nombreux dans les marais – avant de rejoindre le cours du fleuve Klamath, de nombreux kilomètres en aval. Les tribunaux ont estimé que les irrigateurs avaient un droit d'usufruit, qui leur permet d'utiliser la couche supérieure des eaux du lac, soit 1,80 mètre. Le projet qui en découle est une prouesse technique, mais il révèle aussi que l'État fédéral prend des engagements que la nature ne peut tenir.

Cette année, un chapiteau rouge et blanc a été monté à proximité immédiate des vannes. Il a été installé par une frange d'extrême droite qui agit en coopération avec [le militant anarchiste Ammon Bundy](#), [candidat au poste de gouverneur de l'Idaho] connu pour ses conflits territoriaux avec les autorités fédérales. Il fait valoir depuis longtemps que l'État fédéral n'a pas le droit de posséder ou d'administrer des territoires relevant du bien commun. C'est un message qui est parlant pour les agriculteurs, qui affirment qu'on leur a vendu des droits pérennes en matière d'accès aux réseaux d'eau de l'Oregon lorsqu'ils ont acheté leurs exploitations. Nombreux sont les Amérindiens qui se sentent menacés par Bundy et ses sympathisants. Quand Joey Gentry a vu apparaître le chapiteau, elle s'est dit que ça signait la *"fin de toutes les éventuelles solutions"*. *"Quand arrivent les suprémacistes blancs, les milices, les extrémistes et les groupes anarchistes, on peut dire adieu à tout espoir de trouver des solutions"*, ajoute-t-elle.

"Brigade des seaux"

L'un des organisateurs de cette manifestation, Dan Nielsen, vit dans une caravane sur place. Il a une petite exploitation agricole et il est par ailleurs courtier en transport routier. En 2021, il a peu de chances de pouvoir arroser ses cultures grâce aux canaux d'irrigation, mais il affirme qu'il peut se procurer une grue pour lever lui-même les vannes, si besoin. Dan Nielsen martèle que cette eau est sienne de droit et dans la loi. En 2001, il avait coorganisé une mobilisation comparable surnommée *"La brigade des seaux"*, qui avait attiré 18 000 participants. En juillet cette année-là, des militants avaient accédé par effraction aux vannes et les avaient ouvertes. Ils sont partis de leur plein gré à l'arrivée

de la police fédérale, [après les attentats du 11 Septembre](#). Si le recours à la force est nécessaire pour avoir accès à l'eau en 2021, prévient Dan Nielsen, il est prêt à cette éventualité. Lui et un autre manifestant ont acheté le terrain qu'ils occupent, ils ont ainsi le droit d'y rester au titre de la propriété privée. *"Ils ont illégalement saisi notre eau sans respecter la loi, sans décision judiciaire, rien, dénonce-t-il. Le gouvernement a promis aux tribus de l'eau qui ne leur appartient pas. Le gouvernement n'a aucune prérogative en matière d'eau. [...] Mais l'État fédéral harcèle les gens, c'est ça la vérité."* La crainte d'une intervention de Bundy est un argument de poids face aux autorités fédérales. *"Les bureaucrates ont peur de lui"*, résume Dan Nielsen.

À lire aussi: [Climat. Vague de chaleur : les Californiens appelés à économiser eau et électricité](#)

En porte-à-faux entre les Amérindiens et les manifestants qui occupent le chapiteau, il reste la majorité des agriculteurs qui ont une parcelle dans le "Projet Klamath", inquiets de ce qui leur arrivera cette année mais aussi les suivantes. *"C'est terrifiant"*, confie Brad Kirby, gestionnaire de l'irrigation dans le district de Tulelake. Il est *"l'oiseau de malheur"* chargé d'informer les habitants des quelques gouttes d'eau auxquelles ils auront droit. *"Si personne n'y met du sien – notamment du côté des tribus –, je ne sais pas ce qui adviendra de ma ville."* Autrefois considérée comme la commune agricole la plus prospère du coin, avec une boulangerie et un supermarché, Tulelake semble aujourd'hui abandonnée. La famille à qui appartenait le supermarché a vendu son fonds de commerce et le magasin ne vend quasiment plus que de l'alcool. La grand-rue est pour ainsi dire désertée et il n'y a plus que 800 habitants [contre plus de 1 000 au début des années 2000].

Paul Crawford fait partie des rares jeunes agriculteurs qui tentent de s'en sortir. En 2011, il est rentré d'[Afghanistan](#), où il était militaire, et il a acheté 236 hectares de terres. Après de bonnes récoltes en 2016, il a acheté une maison construite sur 16 hectares, avec des cultures de luzerne et des chèvres. Une nouvelle grange est en construction, mais il ne sait pas s'il en sera encore propriétaire quand elle sera terminée. Cette année, 40 % seulement de ses champs ont été ensemencés. Comme de nombreux autres agriculteurs, il est convaincu que les hypothèses scientifiques qui sous-tendent les décisions de l'État fédéral sont erronées et aboutissent à des retenues d'eau dans le lac qui devraient bénéficier aux champs.

"La carte de la race"

Depuis des années, malgré la surveillance du niveau d'eau, les populations de poissons protégés n'ont pas augmenté, pas plus que celles de saumons. Selon lui, il faut changer de stratégie. Et de souligner : *"Je ne me bats pas contre un poisson. Je ne me bats pas contre les tribus. Je me bats contre de mauvaises études scientifiques."* Paul Crawford précise aussi qu'il n'est pas favorable aux actes de violence, mais il comprend la colère qui a poussé Dan Nielsen à ériger son chapiteau. Même les modérés sont exaspérés par la position intraitable des Amérindiens et certains les accusent de jouer la *"carte de la race"* pour renforcer leur pouvoir politique. *"Le problème, avance Scott Seus, agriculteur comme son père et son grand-père, c'est que ce n'est plus seulement une question de poissons. Ils parlent de réparations, de colonialisme."*

Clayton Dumont, un chef tribal, précise qu'il comprend les difficultés des agriculteurs, mais sa compassion a des limites. Il rappelle des événements marquants de l'histoire des tribus, notamment les pendaisons d'Amérindiens après la guerre menée [au XIX^e siècle] contre les colons blancs pour protester contre les expulsions de leurs terres. Les tribus de Klamath ont aussi subi les conséquences d'une loi de 1954 qui leur a retiré le statut de tribu, à la suite de quoi leur réserve a été placée sous l'égide de l'État fédéral et transformée pour l'essentiel en un parc national. Les grands-parents de Clayton Dumont, en proie à l'alcoolisme, ont envoyé son père dans [un internat aux méthodes brutales](#), à une époque où le gouvernement américain imposait une politique d'assimilation aux Amérindiens. Les tribus, raconte-t-il, cherchent à surmonter cette *"catastrophe générationnelle"*, qui est indissociable du destin du lac ou du poisson.

S'il ne reproche pas aux agriculteurs d'aujourd'hui les torts que les générations précédentes ont causés aux Amérindiens, Clayton Dumont souligne que la bataille actuelle s'inscrit dans le prolongement du *"conflit sur la notion de privilège blanc, dont ils sont persuadés de ne pas profiter"*. *"Ça ne me paraît pas déraisonnable de vouloir protéger mon habitat. Toutes les créatures vivantes en font autant."*

Anita Chabria - Cet article a été publié dans sa version originale le 23/06/2021